

Au Cameroun, avec les « damnés » de la décharge d'excréments de Douala

Par Josiane Kouagheu (Contributrice Le Monde Afrique, Douala)

LE MONDE Le 18.05.2016 à 17h12 - Mis à jour le 18.05.2016 à 18h11

S'abonner dès 1 € [Réagir](#) ([#liste_reactions](#)) [Ajouter](#)

Partager (40) [Tweeter](#)



La décharge du Bois des singes. Crédits : JOSIANE KOUAGHEU

C'est une odeur qui colle au corps comme la poix. Elle agresse les narines : un mélange d'oeuf pourri et d'excréments humains. Devant une grande cour boueuse, un camion déverse une lourde substance noire. L'exercice dure une vingtaine de minutes, sous l'œil vigilant du vidangeur. La pestilence le laisse de marbre. Gaston Nguepi n'a ni cache-nez, ni mouchoir pour se protéger : « *Cela fait neuf années que je déverse les déchets des toilettes ici. Depuis ce matin, j'ai déjà fait cinq tours à la décharge.* »

Lire aussi : Au Cameroun, une application pour que « les femmes enceintes ne meurent plus en silence » ([afrique/article/2016/05/10/au-cameroun-une-application-pour-que-les-femmes-enceintes-ne-meurent-plus-en-silence_4916830_3212.html](#))

A un jet de bille, deux petits garçons qui rentrent de l'école vêtus de leur uniforme scolaire hâtent le pas. « *Ah les cacas noirs !* », s'exclame l'un d'eux en courant, cartable sur le dos. « *Ce que ça sent aujourd'hui !* » Gaston sourit, retourne à son camion et démarre en trombe. Un autre véhicule arrive, déverse ses « cacas noirs » et s'en va. Puis un troisième, un quatrième, un huitième... A la décharge du Bois des singes, à Douala, capitale économique du Cameroun, les excréments humains se répandent dans la nature, depuis plus de deux décennies, sans traitement préalable.

Des mouches et des hommes

Le site sis à Youpwè, dans une zone de mangrove sur les rives du fleuve Wouri, a été construit dans les années 1990, pour faire face au boom démographique. C'est dans ce lit filtrant, sorte de station artisanale constituée d'une grande fosse, que les camions déposent leur chargement issu des fosses septiques. Du sable est censé être versé par-dessus. Mais les pluies diluviennes qui arrosent Douala ont eu raison du procédé.

Lire aussi : Ces « maladies de pays riches » qui gagnent du terrain en Afrique

(africartele.com/2016/06/17/ces-maladies-de-riches-qui-gagnent-du-terrain-en-afrique_4920773_3212.html)

« Ça ne pouvait pas tenir, car tous les déchets sont vidés directement dans cette décharge. C'est l'unique de la ville, explique Germain Sontzia, pelle à la main. Je travaille ici depuis plus de vingt ans et chaque jour, au moins trente camions desservent le site. Chaque camion fait entre quatre et six tours par jour. » Le vieil homme de 65 ans au dos voûté et à la démarche lourde est l'un des deux éboueurs engagés par la communauté urbaine de Douala (CUD), gestionnaire du site. Leur rôle ? Trier et en extraire papier hygiénique, slips, vêtements... Mais où va donc le liquide ? Germain pointe du doigt un point imaginaire au lointain. « Dans le Wouri, là-bas. »

Mais avant de se déverser dans le plus long fleuve de la capitale économique, les excréments passent d'abord entre les maisons qui jouxtent la décharge. Aucune canalisation n'a été aménagée. « Chacun se débrouille comme il peut pour éviter que les cacas l'envahissent, explique en soupirant Esther, une habitante dont la maison est construite en matériaux provisoires. J'ai été obligée de creuser. » Sa fille de 7 ans nous tire par la main pour nous mener derrière la baraque. Dans un long canal, une pâte boueuse. Mouches et insectes rôdent. L'eau noire suinte et se déverse dans la cour. L'odeur est vraiment insoutenable. « Parfois je ne parviens même pas à dormir parce que ça sent trop », lâche la fillette, la main droite sur le nez.

« On devait y construire une forêt de récréation »

L'odeur ne dissuade pourtant pas des centaines d'habitants de s'installer chaque année sur ce site appartenant au domaine privé de l'Etat du Cameroun. Dans une ville de plus de 3 millions d'habitants, l'accès au foncier est un réel problème. « Nous n'avons pas d'endroits où rester. J'ai 58 ans et j'ai passé toute ma vie à enchaîner les petits boulots. Je n'ai pas eu l'argent pour acheter », se désole Jean-Gaston. J'ai été obligé de venir ici où les terrains sont moins chers. Si on avait où loger, on ne serait pas restés ici. »



Crédits : Jostane Kouagheu

Dans son bureau climatisé où il nous reçoit dans son smoking taillé sur mesure, Engels Ombolo Tassi a du mal à masquer son inquiétude face à un « dossier qui donne des insomnies » au

gouvernement. « C'est un désastre écologique. On a 40 hectares de réserve forestière, toute la réserve du Bois des singes, entièrement détruits par la population, qui a même remblayé la mangrove. L'espace des Bois des singes est le domaine privé de l'Etat. On devait y construire une forêt de récréation, un jardin botanique ou zoobotanique. C'est un espace vert où on ne devrait rien construire. Les terrains ne sont pas à vendre », insiste le chef du Service régional des forêts du littoral qui se lève de son fauteuil pour retirer d'un coffre un dossier volumineux dont certaines pages ont jauni. L'air concentré, il feuillette.

A la date de mai 2015, on dénombrait sur le site de la réserve forestière, 151 maisons (en matériaux définitifs ou provisoires), une école maternelle et primaire, un centre de santé, des mosquées, des églises et des organisations non gouvernementales. « Je n'ai jamais vu un tel degré d'incivisme dans la capitale économique, lâche comme s'il n'y croyait toujours pas Engels Ombolo Tassi. Nous avons mené des campagnes de sensibilisation pour expliquer à la population qu'elle était installée sur un site vert, une forêt utile pour tout le pays. En vain. Nous avons placé des plaques d'avertissement qu'ils ont détruites. »

« Cette odeur est devenue notre parfum »

Les habitants, eux, sont unanimes sur deux points : ils ont trouvé la décharge et ont acheté les terrains sur lesquels ils sont installés. A qui ? Silence. « Vous pensez que nous pouvons encore quitter ce site ?, demande, hilare, un voisin. Cela fait huit ans que je vis ici. Même l'odeur est devenue notre parfum. Nous sommes des damnés. Nous acceptons notre sort, faute de mieux. » Pour ce quadra, au lieu de chercher à les déloger, le gouvernement devrait plutôt penser à construire une décharge « digne du pays, leader de l'Afrique centrale ». « Quand ils déversent, les selles à l'état brut se retrouvent sur la route. Ils doivent les traiter avant », implore Ruth Maleng, une habitante.

Sidi Baré, le délégué régional de l'environnement et de la protection de la nature, n'aime pas les mots « excréments », « cacas » ou « selles ». Il préfère parler de « boues de vidange ». « Ce sont des déchets organiques non toxiques. C'est la concentration, la régularité et la densité des dépotages qui font en sorte qu'on se retrouve avec certains paramètres au-delà de ce qui est normal, détaille-t-il. Du coup, la nappe phréatique ainsi que la biodiversité aquatique sont atteintes. La mangrove a totalement péri. Les arbres sont finis. » En dehors de ce problème environnemental « global » qui touche une superficie de plus de 40 hectares, le patron de l'environnement dans la région explique que les eaux de consommation de la population utilisées pour la boisson ou les travaux domestiques issues du site sont « souillées ». Plus grave, « en cas de remontée des eaux du Wouri, ce quartier pourra être complètement englouti », prévient Sidi Baré.

Le poisson que la population mange

Pas besoin d'en arriver là pour s'interroger sur les conséquences sanitaires d'une telle situation. Pour le toxicologue Mokmbashagle Ismella, responsable du centre de santé Ismaël, situé non loin de la décharge, les habitants sont exposés au choléra, à la dysenterie, à différents types de vers intestinaux et à toutes sortes de bactéries. « On ne peut même pas exclure les maladies comme la typhoïde, regrette avec tristesse Mokmbashagle Ismella. Voyez comment tout descend entre les maisons et rejoint la mer. Et c'est cette mer-là qui produit le poisson que la population mange. » Et le médecin de rappeler que « beaucoup pensent par ignorance que les selles sont un engrais biologique pour la culture du manioc. Des gaz très toxiques sont émis lors de la putréfaction des matières fécales qui infectent la terre. »

Chaque semaine, le centre de santé reçoit au minimum 30 patients. Parmi eux, plus de 70 % sont des cas « confirmés » de paludisme. Un record selon le toxicologue. « Avant, j'étais à Ngangué, l'un des quartiers les plus insalubres de Douala. Pourtant le taux de prévalence du paludisme n'était pas aussi élevé. »

Lire aussi : Au Cameroun, la construction des stades tue ses ouvriers

(afriquearticle.com/2018/06/13/au-cameroun-la-construction-des-stades-tue-ses-ouvriers_4918837_3212.html)

Assise à même le sol dans son salon et les deux mains occupées à découper un drap immaculé, Jacqueline Kouam Tchoundem est l'une des patientes de celui qu'elle appelle affectueusement « Doc Ismael ». Cette femme imposante, surnommée « Madame le Maire », est la présidente du développement du quartier et de l'association des Femmes dynamiques des Bois de singes :

« Ces cacas sont parfois déversés en pleine route, peste-t-elle. Il faut traiter ces selles comme en France . Ils ne doivent pas aller dans la mer. Comment pouvons-nous encore manger du poisson ? » Il y a deux ans, Jacqueline Kouam Tcheundem ainsi que de nombreux habitants ont organisé des mouvements de protestation pour exiger que la décharge soit délocalisée. Interpellés par les forces de l'ordre, les habitants ont fini par se laisser . « Nous savons bien que nous sommes installés sur un terrain "vert", mais nous n'avons nulle part où aller ! Nous sommes aujourd'hui près de 4 000 habitants. Il est trop tard. »

Acheter la paix sociale

Que faire ? Depuis quelques années, la communauté urbaine de Douala (CUD) annonce la construction de deux stations d'épuration, pour le traitement de ces « boues de vidange ». Mais le projet traîne. Déloger les populations en attendant ? Une solution pas du tout envisageable pour l'instant. « Le problème est devenu beaucoup plus complexe. On parle peut-être déjà des milliers de personnes. Des ONG de défense des droits humains sont déjà à l'affût. Il y a des enjeux de paix sociale », reconnaît Engels Ombolo Tassi. Il n'a pas tort. « Plutôt mourir que de quitter ma maison. J'ai dépensé plus de 2 millions de francs CFA [3 000 euros] pour l'achat du terrain et la construction, jure Etienne, agent commercial. Nous supportons les odeurs, nous supportons le paludisme qui nous menace chaque jour à cause des moustiques. On n'ira nulle part sans dédommagement. »

Lire aussi : Le français CFAO se lance dans la construction de centres commerciaux en Afrique ([afrique/article/2016/06/16/le-francais-cfao-se-lance-dans-la-construction-de-centres-commerciaux-en-afrique_4920267_3212.html](#))

À la décharge, les deux éboueurs, Germain Sontzia et Jean-Daniel Ebongué (48 ans et employé depuis quinze ans), ont aussi une doléance : ils supplient la CUD d'augmenter leur salaire. « Nous aspirons les odeurs les plus violentes, nous nettoyons le site, mais nous touchons seulement 50 000 francs CFA par mois [76 euros]. Avec cet argent, nous achetons le lait pour notre santé, énumère Germain. C'est insuffisant pour nourrir notre famille et envoyer nos enfants à l'école. » Un camion arrive, Germain s'interrompt et accourt, pelle à la main. Trente minutes plus tard, les deux compères, dos courbés, nettoient le site puant.